Canadian Grain Commission | Commission canadienne des grains

Rapport financier trimestriel :

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les principaux changements quant aux activités, au personnel et aux programmes (non vérifié)

Pour la période se terminant le 31 décembre 2011

Canada

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION 1

1.1 Pouvoirs, mandat et activités de programme 1
1.2 Méthode de présentation du rapport 1
1.3 Structure financière de la CCG 2

2. FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS CUMULATIFS 3

2.1 Analyse des autorisations disponibles 4
2.2 Analyse des autorisations utilisées 4

3. RISQUES ET INCERTITUDES 5

4. CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AUX ACTIVITÉS, AU PERSONNEL ET AUX PROGRAMMES 7

ÉTAT DES AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES (NON VÉRIFIÉ) 8

DÉPENSES MINISTÉRIELLES BUDGÉTAIRES PAR ARTICLE COURANT (NON VÉRIFIÉ) 9

Commission canadienne des grains
Rapport financier trimestriel
Pour la période se terminant le 31 décembre 2011

1. Introduction

Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le *Budget principal des dépenses* et les *Budgets supplémentaires des dépenses*. Il a été préparé par la direction de la Commission canadienne des grains (CCG), tel qu'il est exigé par le paragraphe 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et selon les modalités et le format prescrits par les Normes comptables 1.3 du Conseil du Trésor. Il n'a pas fait l'objet d'une vérification ou d'un examen externe.

1.1 Pouvoirs, mandat et activités de programme

La Commission canadienne des grains a été créée en 1912. Elle est l'organisme fédéral qui administre les dispositions de la *Loi sur les grains du Canada* (LGC).

Aux termes de la LGC, la CCG a pour mandat « de fixer et de faire respecter, au profit des producteurs de grain, des normes de qualité pour le grain canadien et de régir la manutention des grains au pays afin d'en assurer la fiabilité sur les marchés intérieur et extérieur ».

La vision de la CCG est d'être un « chef de file dans la prestation d'excellence et d'innovation se rapportant à l'assurance de la qualité et de la quantité du grain, aux recherches, et à la protection des producteurs ». La CCG rend compte au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Pour s'acquitter de son mandat de façon efficace, la CCG cherche à atteindre le résultat stratégique suivant : **Les grains canadiens sont salubres, fiables et commercialisables et les producteurs céréaliers canadiens sont protégés**.

L'architecture des activités de programme de la CCG comporte cinq activités de programme, et chacune contribue au résultat stratégique de la CCG. Voici ces activités :

- Programme d'assurance-qualité;
- Programme d'assurance-quantité;
- Programme de recherches sur la qualité des grains;
- Programme de protection des producteurs;
- Services internes.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les pouvoirs, le mandat et les activités de programme, veuillez consulter le *Rapport sur les plans et les priorités* et le *Budget principal des dépenses*.

1.2 Méthode de présentation du rapport

Le présent rapport financier trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses (comptabilité de caisse modifiée) et un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins en matière d'information financière à l'égard de l'utilisation du pouvoir de dépenser. Dans l'État des autorisations budgétaires joint à ce rapport, on compare les pouvoirs de dépenser du Ministère accordés par le

Parlement à ceux utilisés par l'organisme. L'information présentée dans l'État des autorisations est conforme à celle du Budget principal des dépenses.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de la *Loi de crédits*, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissous pour la tenue d'une élection générale, l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à ordonner l'établissement d'un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l'exercice au cours duquel il a été établi.

La CCG utilise une méthode de comptabilité d'exercice modifiée pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie des *Rapports ministériels sur le rendement*. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement demeurent en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses (comptabilité de caisse modifiée).

1.3 Structure financière de la CCG

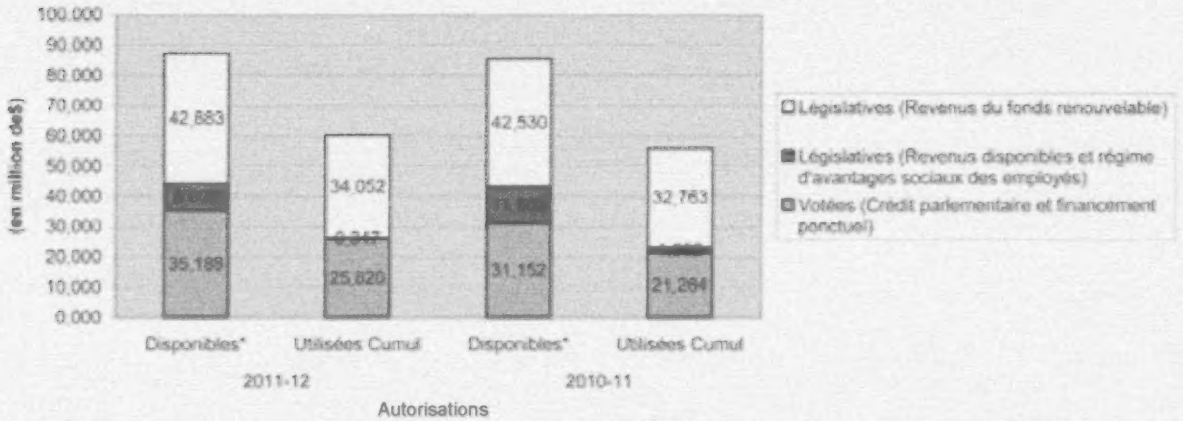
La CCG tire son financement d'une combinaison de crédits parlementaires réguliers, de crédits spéciaux et de l'autorisation de dépenser les recettes tirées des droits perçus. Un fonds renouvelable a été établi pour la CCG en 1995 dans l'espoir que l'organisation puisse s'autofinancer en grande partie par les droits perçus pour ses services. Cependant, les droits d'utilisation de la CCG sont demeurés inchangés depuis 1991, les frais d'exploitation n'ont cessé d'augmenter, et les volumes de grain annuels peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. Ainsi, le taux global de recouvrement des coûts, qui était d'environ 90 p. 100 au début des années 1990, se situe aujourd'hui entre 50 et 60 p. 100. En raison de la baisse de son taux de recouvrement des coûts, la CCG a besoin, depuis 1999, de crédits parlementaires ponctuels pour assurer le financement annuel de ses activités.

La structure de financement de la CCG est axée sur les autorisations budgétaires qui sont composées d'autorisations législatives et d'autorisations votées (non législatives). Les autorisations législatives comprennent l'autorisation du régime d'avantages sociaux pour les postes financé par les crédits et l'autorisation des fonds renouvelables de la CCG qui permet à la CCG de dépenser de nouveau les droits qu'elle a perçus. L'autorisation votée est le Crédit 30 – Dépenses de programme, qui comprend l'autorité de crédit annuel et toute autorité des crédits spéciaux pour l'exercice financier.

2. Faits saillants des résultats financiers cumulatifs

Cette section comprend les points importants qui ont eu des répercussions sur les résultats cumulatifs, et/ou ont contribué à la variation nette de ressources disponibles pour l'année et de dépenses réelles et devraient être lue en conjonction avec l'*État des autorisations budgétaires* et les *Dépenses ministérielles budgétaires par article courant*, qui se trouvent à la fin du présent rapport.

Autorisations disponibles et utilisées
Pour la période se terminant le 31 décembre 2011



* Autorisations disponibles en fonction des montants approuvés dans le cadre du processus du Budget des dépenses. Montants détaillés dans l'État des autorisations budgétaires.

2.1 Analyse des autorisations disponibles

Tel qu'il est indiqué dans l'*État des autorisations budgétaires*, les autorisations disponibles pour l'utilisation de l'organisme (sans tenir compte des revenus du fonds renouvelable) au cours de l'exercice, en date du 31 décembre 2011, sont de 44,190 millions de dollars, comparativement à 43,021 millions de dollars en date du 31 décembre 2010. L'augmentation de 2,7 % (1,169 million de dollars) peut être attribuée aux écarts considérables suivants :

1. Dans le cadre du budget de 2010, la CCG a obtenu une augmentation de l'autorisation des crédits ponctuels pour 2011-2012. Le budget de 2010 visait une autorisation des crédits ponctuels de 26 millions de dollars en 2010-2011 et de 30,2 millions de dollars en 2011-2012.
2. Dans le budget de 2010, on indique que la CCG devrait chercher à obtenir l'autorisation d'utiliser une partie de son excédent accumulé de 11,4 millions de dollars en 2010-2011 et de 8,5 millions de dollars en 2011-2012 afin de soutenir ses opérations. En octobre 2011, la CCG a obtenu l'autorisation d'accéder à 8,5 millions de dollars de son excédent accumulé.

Les dépenses totales disponibles indiquées dans les *Dépenses ministérielles budgétaires par article courant* diffèrent des revenus bruts du fonds renouvelables figurant dans le *Budget principal* et dans l'*État des autorisations budgétaires* étant donné les différences entre les autorisations budgétaires et les dépenses prévues. Selon les prévisions de dépenses, les recettes pouvant être dépensées de nouveau s'élèvent à 37,183 millions de dollars d'après les volumes de grain prévus de 50 millions tonnes, alors que selon le Budget principal, la limite d'autorisation de recettes pouvant être dépensées de nouveau est de 42,883 millions de dollars en 2011-2012.

2.2 Analyse des autorisations utilisées

Tel qu'il est indiqué dans les *Dépenses ministérielles budgétaires par article courant*, le total des dépenses budgétaires de l'organisme pour l'exercice, en date du 31 décembre 2011, est de 26,167 millions de dollars, comparativement à 23,166 millions de dollars en date du 31 décembre 2010. L'augmentation de 12,9 % (3,001 millions de dollars) peut être attribuée aux écarts considérables suivants :

1. Les dépenses relatives au personnel ont augmenté de 8,0 % (3,732 millions de dollars) comparativement au cumul de l'an dernier étant donné la liquidation des indemnités de départ découlant de la signature de nouvelles conventions collectives et les augmentations salariales.

2. Les revenus du fonds renouvelable ont augmenté de 3,9 % ($1,289 million de dollars) comparativement au cumul de l'an dernier. Cette augmentation découle du fait que la CCG a assuré la manutention de 1,8 million de tonnes de grain de plus qu'à la même période l'an dernier.

Comme l'indiquent l'*État des autorisations budgétaires* et les *Dépenses ministérielles budgétaires par article courant*, les dépenses globales sont constantes d'un trimestre à l'autre.

3. Risques et incertitudes

La CCG obtient du financement par l'entremise d'autorisations votées et de droits relatifs à la manutention du grain. Les recettes tirées des droits exigés pour les services sont axées en grande partie sur le volume de grain manipulé (le volume varie d'une année à l'autre). Les autorisations continues actuelles fournissent des fonds déterminés pour environ 50 p. 100 du besoin en matière de ressources de la CCG. En ce qui concerne le 50 p. 100 qui reste, la CCG a obtenu des fonds ponctuels assurés dans le budget de 2010.

L'absence d'un mode de financement stable entraîne un certain nombre de risques pour l'organisation.

Il est possible qu'un manque de financement ait des répercussions négatives sur la capacité de prendre des décisions et de remplir le mandat. Cela se traduirait non seulement par une pénurie d'employés qualifiés, mais aussi par le risque que la capacité scientifique et technique de la CCG n'évoluerait pas au même rythme que les besoins de l'industrie céréalière. Afin de réduire ces risques, la CCG doit s'assurer que les ressources sont affectées aux questions existantes et émergentes en matière de la qualité du grain, et que les affectations du budget d'équipement sont suffisantes pour obtenir de l'équipement utilisé dans les laboratoires internationaux.

En outre, il est possible que l'infrastructure vieillissante entraîne des coûts d'entretien élevés qui ne pourraient pas être gérés en raison de contraintes financières. Pour réduire ce risque, la CCG a déterminé le cycle de vie de toutes ses installations et a établi un plan d'investissement à long terme qui cerne les améliorations requises aux installations, et comprend des évaluations des coûts qui permettent de justifier l'investissement recommandé en matière de renouvellement.

Pour ce qui est du problème lié au financement, la CCG a mené des consultations sur la modernisation de ses frais d'utilisation et a élaboré une proposition visant un modèle de financement durable. Dans le cadre des prochaines étapes, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire présentera la proposition visant les frais d'utilisation aux deux chambres du Parlement. Par la suite, la CCG tentera de faire approuver un nouveau barème des droits par le gouverneur en conseil. La CCG en est à évaluer des possibilités pour faire en sorte que du financement suffisant soit en place pour répondre aux besoins opérationnels et aux besoins en dotation. On ne prévoit aucun changement important aux activités de programmes de la CCG.

Le fonds renouvelable est utilisé de la façon la plus efficace possible, notamment en planifiant et en prenant les mesures nécessaires en vue d'un mouvement de balancier de 20 p. 100 quant au volume de grain prévu lors de l'établissement du budget. De plus, on réaménage le budget au cours de l'année afin de l'adapter en fonction des changements en matière de besoins et de priorités.

Dans le budget de 2010, il a été annoncé que les budgets ministériels feraient l'objet d'un gel à leur niveau de 2010-2011, et ce, pour les exercices 2011-2012 et 2012-2013. La direction continue à examiner diverses options afin de s'adapter à ces contraintes de financement, et elle a géré les répercussions sur les activités ministérielles à l'aide des mesures et des stratégies d'atténuation suivantes :

1. Les besoins en matière de dotation afin de s'adapter aux volumes de grain changeants et à la prestation des services obligatoires seront satisfaits au moyen de l'utilisation d'heures supplémentaires par le personnel actuel ou de l'embauche d'employés à terme et d'employés occasionnels;
2. La CCG a pris la décision de se priver des investissements discrétionnaires pendant cette période de contrainte. On effectuera uniquement les achats essentiels;
3. La CCG continue à surveiller et à contrôler les dépenses discrétionnaires;
4. La CCG continue à chercher des économies par le partage de services internes avec d'autres ministères.

Dans le budget de 2011, il a été annoncé que les budgets ministériels seraient revus dans le cadre du Plan d'action pour la réduction du déficit. Cependant, on n'en connaît pas actuellement la nature, le moment et les répercussions pour la CCG.

4. Changements importants quant aux activités, au personnel et aux programmes

Il n'y a eu aucun changement important concernant les activités, le personnel et les programmes au cours de la dernière année.

Approuvé par :

Jim Smolik pour Elwin Hermanson
Commissaire en chef
Winnipeg (Manitoba)
Février 2012

Jacqueline Pearce
Chef de la direction financière par intérim
Winnipeg (Manitoba)
Février 2012

État des autorisations budgétaires (non vérifié)

Pour la période se terminant le 31 décembre 2011

(en milliers de dollars)	*Exercice financier 2011-2012* Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012*	Crédits totaux utilisés au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2011	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	*Exercice financier 2010-2011* Crédits totaux disponibles pour l'exercice terminé le 31 mars 2011*	Crédits totaux utilisés au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2010	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 30						
Crédit parlementaire et financement ponctuel	**35 188 $**	**8 927 $**	**25 820 $**	**31 152 $**	**10 136 $**	**21 264 $**
Autorisations législatives :						
Dépenses brutes du fonds renouvelable	51 263	12 259	33 932	53 810	9 894	34 222
Recettes brutes du fonds renouvelable	(42 883)	(12 259)	(34 052)	(42 530)	(11 068)	(32 762)
Dépenses nettes du fonds renouvelable	**8 380 $**	**0 $**	**(120 $)**	**11 280 $**	**(1 174 $)**	**1 460 $**
Régime d'avantages sociaux	**622**	**156**	**467**	**589**	**147**	**442**
Autorisations législatives totales	**9 002**	**156**	**347**	**11 869**	**(1 026)**	**1 902**
Autorisations budgétaires totales	**44 190 $**	**9 083 $**	**26 167 $**	**43 021 $**	**9 109 $**	**23 166 $**

**** Comprend uniquement les autorisations disponibles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.***

Les chiffres ayant été arrondis, il est possible que leur somme ne corresponde pas au total indiqué.

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié)

Pour la période se terminant le 31 décembre 2011

(en milliers de dollars)	*Exercice financier 2011-2012* Dépenses totales disponibles pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2012*	Dépenses prévues durant le trimestre terminé le 31 décembre 2011	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	*Exercice financier 2010-2011* Dépenses totales disponibles pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2011*	Dépenses prévues durant le trimestre terminé le 31 décembre 2010	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses :						
Personnel	67 914 $	17 699 $	50 258 $	66 720 $	16 492 $	46 525 $
Transport et communication	4 230	1 254	3 131	4 261	1 253	2 971
Information	168	57	124	244	63	170
Services professionnels et spéciaux	1 758	255	1 301	1 750	508	1 221
Location	4 072	1 018	3 014	4 294	995	2 994
Services de réparation et d'entretien	819	245	606	526	139	367
Services publics, fournitures et approvisionnements	848	299	628	686	180	479
Acquisition de machinerie et d'équipement	1 562	515	1 156	1 708	547	1 191
Autres subventions et paiements	2	0	1	15	0	11
Dépenses totales	**81 373 $**	**21 342 $**	**60 219 $**	**80 204 $**	**20 177 $**	**55 929 $**
Revenus du fonds renouvelable (à verser au crédit)	**(37 183)**	**(12 259)**	**(34 052)**	**(37 183)**	**(11 068)**	**(32 763)**
Autorisations budgétaires totales	**44 190 $**	**9 083 $**	**26 167 $**	**43 021 $**	**9 109 $**	**23 166 $**

** Comprend uniquement les autorisations disponibles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.*

Les chiffres ayant été arrondis, il est possible que leur somme ne corresponde pas au total indiqué.